

Une rentrée scolaire sous haute tension pour Pap Ndiaye

Par [Caroline Beyer](#)

Publié hier à 19:39, Mis à jour il y a 3 heures

Avec la crise du recrutement des enseignants, les réformes fixées par Emmanuel Macron et les syndicats qui veillent, le ministre de l'Éducation marche sur une ligne de crête.

Première rentrée des classes pour [Pap Ndiaye](#). En mai, l'historien spécialiste des minorités, professeur à Sciences Po, dirigeait encore le Musée de l'histoire de l'immigration. Avant qu'Emmanuel Macron, réélu, ne l'appelle Rue de Grenelle, à la surprise générale. Un intellectuel reconnu par la gauche militante, auteur d'un essai sur la condition noire, pour succéder à un Jean-Michel Blanquer s'étant mis à dos la profession. Tout un symbole.

Juste un symbole? Contrairement à ses prédécesseurs, Pap Ndiaye, 56 ans, n'a ni le profil du politique ni celui du technicien de l'Éducation nationale. *«En trois mois, il s'est bien approprié les sujets de l'école, et a commencé à afficher ses lignes à lui, comme sa priorité à la mixité sociale et scolaire»,* estime Stéphane Crochet, au SE-Unsa. Prise de parole publique réservée, volonté de prendre le temps de la réflexion... *«Il présente tous les traits de l'universitaire»,* résume Stéphane Crochet. *«Les collègues ne portent pas de jugement sur sa personnalité. Pap Ndiaye ne suscite pas d'agressivité, glisse un syndicaliste. Il y a juste ces remarques récurrentes sur le fait que ses enfants sont inscrits à l'École alsacienne. Et des interrogations, de fait, sur sa capacité à défendre l'école publique...»*

Des professeurs blasés

En cette rentrée 2022, marquée par [la crise du recrutement et le recours assumé à des personnels contractuels](#), les professeurs semblent blasés. Plus de 76 % d'entre eux estiment que le ministre *Pap Ndiaye ne parviendra pas à restaurer leur confiance dans l'institution, selon un sondage mené par le SE-Unsa. «Les collègues ont constaté que le ton avait changé. Ils savent néanmoins que Pap Ndiaye n'est pas un ministre d'alternance. Le président Macron est très présent et sa popularité chez les enseignants n'est pas très élevée. Il y a beaucoup de rancœur»,* observe-t-on à l'Unsa.

Depuis la nomination du ministre, force est de constater que le chef de l'État est omniprésent sur les sujets éducatifs. En juin, à Marseille, c'est lui qui avait pris la parole dans la cour d'une école, aux côtés d'un ministre muet, pour annoncer la généralisation de l'expérimentation marseillaise. La semaine dernière, à la veille de la conférence de presse du ministre, il est intervenu à la Sorbonne, devant les recteurs, pour décliner les grands chantiers éducatifs de l'année et de son quinquennat. Emmanuel Macron a évoqué tour à tour de *«formidables» enseignants contractuels, le «gâchis»* dans la voie professionnelle, *«une méthode nouvelle, qui part du bas»*, permettant de faire émerger et de financer des projets d'établissements innovants, et une revalorisation des enseignants qui reconnaîtra, aussi, *«ceux qui veulent s'engager»* et assumer des *«missions supplémentaires»*.

«C'est la même majorité, avec le même président, qui tient les mêmes discours sur l'école, assène Jean-Rémi Girard, au syndicat d'enseignants Snalc. Une grande vision d'entreprise de

l'école, totalement déconnectée de la réalité. Il y aura toujours des endroits où les enseignants ne veulent pas aller! Cela signifie-t-il qu'à l'avenir certains établissements compteront 100 % de contractuels?»

Peu après la rentrée commencera, dans les établissements scolaires, une concertation sur les projets pédagogiques innovants. S'il semblait, avant l'été, que cette concertation concernerait tous les établissements de France, l'exécutif semble avoir changé son fusil d'épaule. Seuls les volontaires le feront. *«Les équipes n'ont pas besoin de ces débats. Elles ont besoin qu'on leur fasse confiance»*, fait valoir le SNUipp, syndicat majoritaire du primaire.

Premier syndicat des collèges-lycées, le Snés indique déjà qu'il appelle à la grève le 29 septembre pour la journée interprofessionnelle sur les salaires. La revalorisation *«est l'objectif numéro un»*, à tous les niveaux de la carrière et *«sans contrepartie»*. *«Si Pap Ndiaye veut pouvoir être à la hauteur des défis de l'Éducation, il faudra être le ministre des actes, des décisions concrètes»*, prévient le syndicat. Mais quelle sera sa marge de manœuvre?